



Ce CTR devait être l'occasion de tirer collectivement un bilan de la crise sanitaire, force est de constater que même sur ce sujet les désaccords persistent.

La CGT Finances Publiques estime que dans l'ensemble la crise sanitaire a plutôt été bien gérée par la direction générale, en lien avec les organisations syndicales, surtout en comparaison avec les autres administrations. Néanmoins, il a persisté des problèmes dans la déclinaison au niveau local, des décisions prises au plan national.

La CGT Finances Publiques est en désaccord avec l'affirmation considérant que les leçons de la crise ont été tirées par la direction générale. En effet, **cette crise a montré l'impérieuse nécessité de la présence des services de la DGFIP de proximité et de pleine compétence. Le NRP vient à l'encontre de ce qu'a démontré la crise et doit donc être stoppé.** Les services publics de la DGFIP méritent au contraire, d'être renforcés tout comme les droits et garanties des agents qui en assument les missions.

Pour la CGT Finances Publiques toutes les missions de la DGFIP sont essentielles, certaines n'ont simplement pas pu être accomplies du fait de la crise. La CGT se félicite que soit réaffirmé son rôle indispensable dans la continuité de l'État. Plus qu'une affirmation sur le papier, cela doit se concrétiser par l'arrêt des suppressions d'emplois et un recrutement à la hauteur des besoins et missions.

La CGT réfute l'idée que la résilience durant la crise s'est en premier lieu appuyée sur les cadres. S'il est vrai qu'une partie d'entre eux a pu s'adapter avec intelligence et humanité face cette crise, les remontées et interventions de la CGT à ce sujet démontre l'existence de certaines défaillances. La responsabilité ne peut être individuelle, elle met en lumière le besoin prégnant de formation des cadres à la gestion des crises.

La CGT Finances Publiques interroge la DG sur les retours d'expérience des cadres, se sont-ils sentis soutenus, informés et aidés dans cette crise sanitaire ?

La CGT Finances Publiques est d'accord avec la DG sur l'investissement sans relâche des collègues des CID durant toute la période de crise.

Le PCA intégrant le PRA en court de construction aura valeur à être mis en œuvre pour l'ensemble des crises susceptibles d'apparaître à l'avenir. On parle même de « culture de crise ».

La CGT Finances Publiques sera donc particulièrement vigilante sur l'évolution de la notion même de crise. Nous avons pu constater dans un passé pas si lointain que, certaines mesures soi-disant sérieuses à des situations exceptionnelles de crise ont pu être pérennisées par intégration dans la loi, par exemple en matière de sécurité. Nous veillerons donc à ce que les mesures préconisées dans le cadre du PCA ne soient pas instrumentalisées et pérennisées pour accélérer les contre-réformes à la DGFIP.

Cela vaut pour l'évolution de nos espaces de travail au regard du développement du télétravail au court de la crise. À l'inverse des projets de modularité et réversibilité des espaces de travail prônée par la DG, nous réaffirmons la nécessaire préservation des collectifs de travail, le maintien des postes de travail fixes sur les bureaux des télétravailleurs et des écrans nécessaires, le maintien de l'affectation de l'agent et son retour sur son poste en présentiel dès qu'il est mis fin au télétravail. Nous revendiquons une politique immobilière permettant d'assurer toutes nos missions de service public, incluant le service au public : un service public de proximité avec des services de pleine compétence, capables de maintenir à plein notre capacité de réception du public, de tout les publics, même les plus précaires.

La CGT Finances Publiques prend acte du fait que les indicateurs existants avant la crise n'étaient pas forcément adaptés pour suivre l'activité en mode PCA. Pour autant, cela n'a pas empêché de maintenir les résultats grâce à l'engagement des agents, au nom du service public et de notre rôle dans la continuité de l'Etat. Ce sont les missions qu'il faut piloter, pas les indicateurs !

Pourtant, les propositions qui sont faites dans la fiche en vue d'améliorer l'efficacité au moyen d'un atlas de la performance et des moyens, font abstraction de la notion de service public qui n'est jamais mentionnée. L'objectif est la recherche de l'adéquation des moyens aux enjeux et le suivi de l'activité.

La crise constituerait-elle une opportunité en matière de gains de productivité grâce, ou à cause de, la conscience professionnelle des agents ?

La CGT Finances Publiques s'inquiète des solutions qui vont être proposées : transférer des emplois d'un service à un autre ou les supprimer, recruter des contractuels, supprimer ou externaliser des missions ? En d'autres termes est-ce la prochaine réforme après le NRP, puisque le directeur général considère qu'il est d'ores et déjà derrière nous ?

Au cours du CTR, La direction générale a apporté quelques précisions :

« Il ne faut pas se flageller lorsqu'une maison marche bien, parce que ce serait renvoyer un mauvais message aux agents. »

Il y a eu un moment de sidération collective, entretenu par la chaîne de gestion de la crise qui comprenait une multiplicité d'instances. Il entend l'impact du PCA (plan de continuation d'activité) sur les agents mis en ASA (autorisation spéciale d'absence). Pour autant la gestion ne s'est pas si mal passée que cela, surtout si l'on compare aux autres administrations.

../.. suite à télécharger

fichiers:



[Télécharger cr_ctr_bilan_crise_sanitaire_du_6_juillet_19_07_21.pdf](#) (303.32 Ko)



[Télécharger ctr_6_juillet_annexe_forpro_19_07_21.pdf](#) (273.34 Ko)

Public: [CTR](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
